

Financer l'économie de l'UE

Le rôle des banques et des marchés financiers



Le rôle des banques et des marchés financiers dans l'économie

Financer

En accordant des prêts à leurs clients, les banques financent les infrastructures, l'éducation, l'investissement et la croissance, et font le lien entre les épargnants et les investissements.

Des marchés liquides et efficaces

Les banques agissent comme teneurs de marchés et relient les besoins des vendeurs et des acheteurs. Ainsi, les marchés restent liquides et investir, lever des fonds et gérer les risques devient possible.

Permettre les paiements

Les banques facilitent les services de paiement qui permettent aux ménages et aux entreprises de gérer leurs transactions quotidiennes.

Offrir des outils de gestion des risques

Les banques offrent des instruments financiers qui permettent d'éliminer ou de réduire les risques liés aux variations de taux d'intérêt, de taux de change, de prix des matières premières et de l'énergie.

Comment l'économie européenne est elle financée?

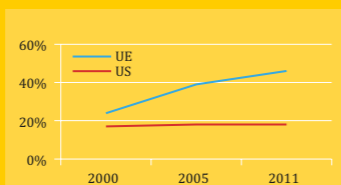
Les prêts bancaires restent la première source de financement de l'économie européenne, mais les entreprises de l'UE font de plus en plus appel aux marchés obligataires et à d'autres sources de financement.

Traditionnellement, le secteur privé non-financier en Europe dépend des banques. Autour de 70% du financement de la dette des entreprises est fourni par les banques, alors qu'aux Etats-Unis le taux équivalent est de 30%.

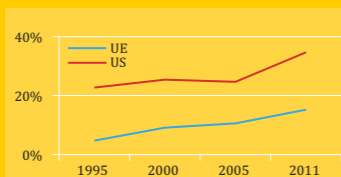
Les contraintes affectant le secteur bancaire risquent de mener à un important déficit de financement des entreprises.

Développer des marchés actions et obligataires plus profonds et plus liquides en complétant et remplaçant l'intermédiation bancaire sera essentiel pour combler ce déficit. Les banques resteront les principaux financeurs pour les PME du fait de la taille des transactions et de la nature locale des relations commerciales.

Commerce: Le financement bancaire du commerce est vital pour promouvoir le commerce international, particulièrement pour les PME, qui ont besoin de soutien pour se développer à l'étranger. Cette image montre le montant du financement bancaire du commerce en 2011 comparé à la valeur du commerce de l'UE avec les pays hors-UE. (Source: estimations de la BRI)



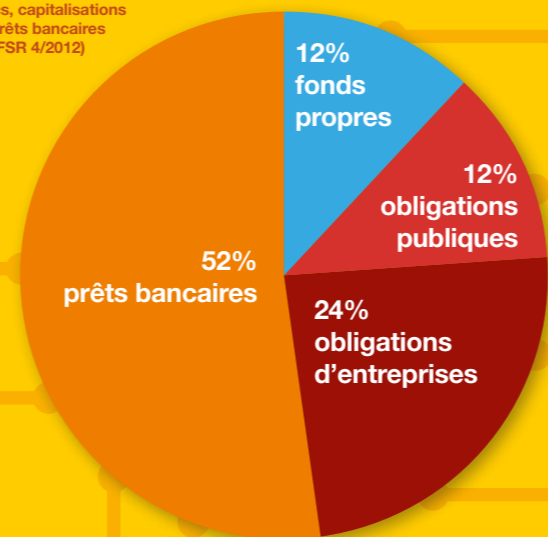
Crédit bancaire au secteur privé non-financier en % du PIB (Source: IMF GFSR 2012)



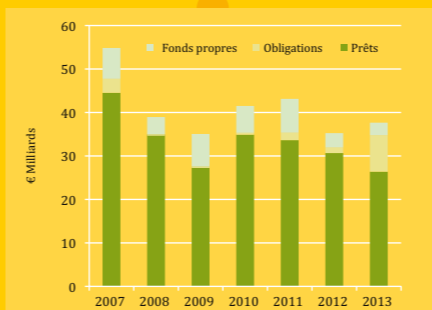
Obligations d'entreprises en % du PIB (IMF 2012)



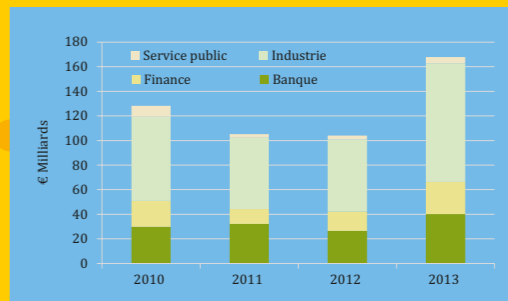
Pourcentage de titres de dette privés et publics, capitalisations boursières et prêts bancaires (source: IMF GFSR 4/2012)



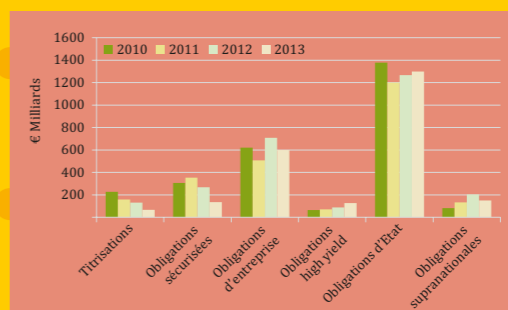
Infrastructures: Les prêts bancaires restent la première source de financement de projets. Depuis la crise, ces prêts sont à nouveau en augmentation mais restent en dessous de leur niveau d'avant la crise et du record de 55 milliards d'euros atteint en 2007. (Source: Dealogic)



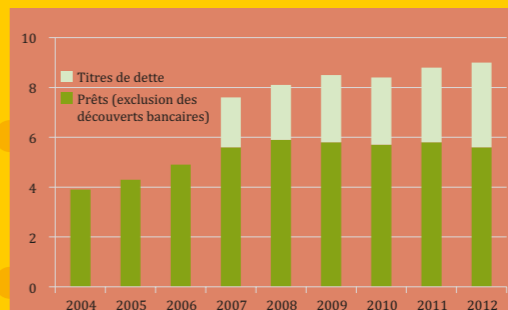
Financement des infrastructures, le marché européen du financement de projets par source de financement (Source: Dealogic)



Les marchés actions en Europe, émissions 2010-2013 (Source: Dealogic)



Les marchés obligataires en Europe, émissions 2010-2013 (Source: Dealogic)



Dette d'entreprises non-financières par classe d'actif en Europe (€ Trillion; Source: Dealogic)

Prêts bancaires et émissions d'obligations: Entre 2008 et 2012, le niveau des prêts bancaires en cours est resté relativement stable en dépit des fortes pressions pour le désendettement des banques et des entreprises. Par contre, depuis 2007, les grandes entreprises ont de plus en plus fait appel aux marchés de capitaux pour se financer.

Les marchés de capitaux liquides allouent efficacement les ressources

Les entreprises, les gouvernements, les investisseurs et autres acteurs des marchés ont besoin d'un accès permanent à une large palette d'opportunités de financement et d'investissement à des prix de marchés justes, corrects et transparents. Mettre en relation les vendeurs et les acheteurs correspondants pour un actif, à un moment donné et dans une certaine quantité, peut se révéler très difficile. Dans ces cas, la banque agit en tant que teneur de marché en utilisant son propre capital et en détenant les actifs jusqu'à ce qu'un acheteur ou un vendeur soit trouvé.

Qui veut vendre?

- Un individu vend des actions pour réaliser les gains de ses investissements
- Un gouvernement émet de la dette pour lever des fonds pour des projets publics
- Une entreprise émet des actions supplémentaires pour financer une nouvelle usine, créer des emplois
- Un entrepreneur vend des actions ou de la dette pour lever des fonds afin de développer son entreprise

Intermédiaires financiers

Relient les besoins des acheteurs et des vendeurs et aident à déterminer les prix de marchés pour une allocation efficace des ressources

Acheteurs

Individus et institutions qui cherchent des investissements

Qui veut acheter?

- Un investisseur qui achète des actions dans une société cotée
- Une entreprise qui achète des devises étrangères pour ses activités à l'étranger
- Un fond de pension qui achète des actifs pour générer un rendement ou gérer les risques d'un portefeuille

Vendeurs
Individus et institutions qui cherchent à lever des fonds ou gérer leurs risques

Les marchés de capitaux globaux
Marchés actions et obligataires

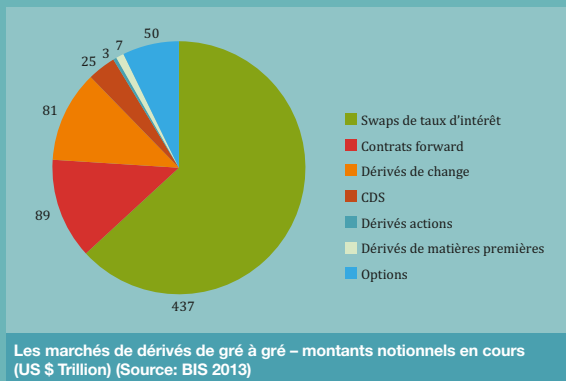
Marchés secondaires
Permettre l'achat et la vente de titres préalablement émis. La majorité de l'activité sur les marchés financiers prend place sur ces marchés.

Marchés primaires
Les gouvernements et les entreprises lèvent des fonds en vendant des titres nouvellement émis.

Offrir des outils de gestion des risques

Les banques jouent un rôle important dans la gestion des risques en diversifiant et permettant de couvrir les risques dans l'économie réelle.

Elles proposent à leurs clients un large choix d'outils pour diversifier et gérer les risques qui sont essentiels à l'activité économique globale et à la croissance. Ceci permet aux entreprises, investisseurs, gouvernements, assureurs, fournisseurs d'énergie et de matières premières de mieux contrôler leurs coûts de financement et éviter les risques de taux d'intérêt volatils. Ils peuvent couvrir leur exposition aux risques de change et mieux prédire et contrôler leurs coûts énergétiques. Les banques elles-mêmes utilisent des dérivés pour gérer leurs risques de taux d'intérêt et offrir de meilleurs services et de meilleurs prix à leurs clients.



Permettre les paiements

Les banques offrent des mécanismes de paiement physiques et électroniques sûrs, fiables et à moindre coût pour le commerce de biens et services et le transfert de fonds au niveau national et international. Ceci facilite l'épargne, minimise les risques, permet un accès facile aux fonds, et assure la fiabilité juridique et opérationnelle de tous les contrats financiers, produits et transactions.

Un système financier réformé et plus résilient

Un effort de plusieurs années a été réalisé par les décideurs politiques et les institutions financières pour renforcer le système financier et améliorer sa capacité à contribuer à une croissance soutenable. Au sein de l'Union Européenne, plus de 40 textes législatifs ont radicalement remodelé la manière dont les marchés financiers opèrent.

Réduire la probabilité des faillites bancaires

Le niveau et la qualité des capitaux propres des banques et leur capacité à résister à d'éventuelles pertes ont augmenté de manière extrêmement significative. Les banques vont devoir détenir des réserves d'actifs liquides importantes pour pouvoir résister aux chocs de liquidité (Bâle III/ CRD 4).

Résoudre le problème du "too big to fail"

De nouveaux outils pour gérer les faillites bancaires, ainsi que des pouvoirs de résolution qui garantissent que les pertes sont supportées par les actionnaires et les créanciers et non par les contribuables ont été établis. Ces règles vont permettre de résoudre le problème des banques considérées «too big to fail» (trop importantes pour faire faillite), et garantir que les fonds publics ne serviront plus au sauvetage de banques (directive résolution BRRD).

Des marchés de capitaux plus résistants et plus transparents

Les standards et niveaux de transparence au sein de toutes les plateformes de négociation dans l'UE ont été renforcés (directive et règlement MIF II). Les réformes de l'UE renforcent la transparence et réduisent les risques des dérivés échangés de gré à gré (règlement EMIR). Les exigences concernant les dépositaires centraux de titres ont été renforcées (règlement CSD).

Réduire les risques des entités moins réglementées

Le "shadow banking" (finance de l'ombre) est une importante source de financement pour l'économie réelle. Plusieurs initiatives pour réduire le risque systémique potentiel associé avec ces pratiques ont été lancées (directive AIFMD, règlement MMF).



Plus stable
et plus sûr

Un système
financier réformé
et plus résilient qui
soutient l'économie
et contribue à la
croissance

Plus intégré
et plus
efficace

Plus
transparent
et plus
juste

Une information transparente et fiable

Des règles pour mieux prévenir, détecter et punir les abus de marchés (directive et règlement sur les abus de marché), et des règles sur les benchmarks financiers qui vont améliorer la fiabilité et la confiance.

Améliorer la protection des dépositaires et des consommateurs

La protection des dépositaires a été améliorée (directive DGS et "préférence aux déposants" introduite par la directive résolution). Des standards d'information élevés pour le conseil financier et distribution d'une large palette de produits financiers ont été établis.

Une supervision plus importante et un règlement uniforme européen

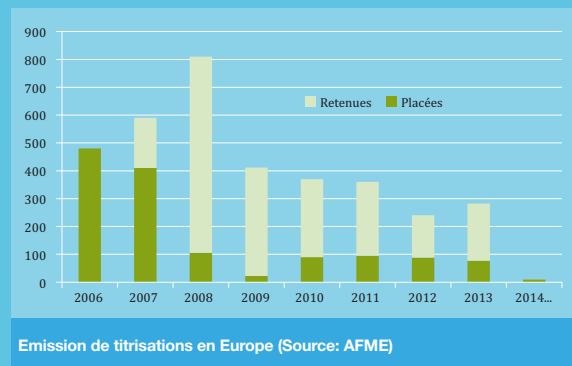
Un livret unique de règles uniformes pour le secteur financier et une application uniforme dans l'UE complète le système européen de surveillance financière (SESF), qui va promouvoir la supervision et la coordination permanente.

Union bancaire

La création du mécanisme de surveillance unique (MSU) et du mécanisme de résolution unique (MRU) est une avancée majeure. Ils garantiront l'application de mécanismes uniformes pour la supervision prudentielle et la résolution des banques dans la zone euro et les autres Etats membres participants. Il permettra de casser le cercle vicieux entre les banques et les obligations d'Etat qui affaiblissait les banques et les obligations d'Etat dans certains Etats membres et fragmentait le marché unique.

Revitaliser la titrisation, promouvoir la croissance

Le renouveau du marché des titrisations peut jouer un rôle important pour débloquer les marchés de crédits et soutenir le retour de la croissance dans toute l'Europe. Des titrisations de haute qualité, réglementées et prudemment construites "peuvent améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources dans l'économie"¹



Les marchés de titrisations en Europe se sont considérablement réduits ces dernières années. Un renversement de cette tendance nécessitera une approche des décideurs politiques tournée vers l'avenir.

La titrisation est-elle une méthode sûre?

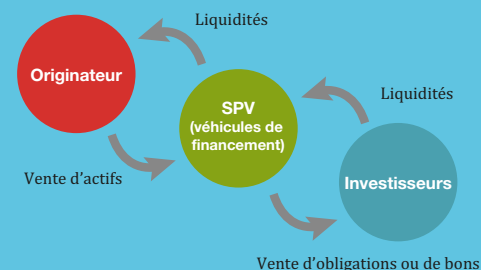
Pour certains, la titrisation souffre toujours d'une mauvaise réputation du fait de son usage abusif avant la crise. Cependant, il est essentiel de savoir que, alors que certaines titrisations – par exemple les subprime aux Etats-Unis – ont montré de mauvaises performances, les titrisations européennes ont bien performé pendant et depuis la crise. La titrisation n'est ni plus ni moins qu'une technique de financement qui, si elle est utilisée correctement, peut aider les banques à lever des fonds pour fournir de nouveaux prêts aux PME et aux autres acteurs de l'économie.

Un vaste éventail de réglementations et d'initiatives du secteur financier ont été mises en place depuis la crise pour assurer un meilleur alignement des risques entre originateurs et investisseurs. De plus, des exigences de transparence renforcées ont permis aux investisseurs de mieux évaluer les risques. La dépendance aux agences de notation a été réduite, et les critères de notation ont été resserrés. Ceci va fournir la base d'un marché nouveau et durable pour les titrisations de haute qualité en Europe.

¹ Déclaration conjointe de la BCE et de la Banque d'Angleterre, 2014.

Qu'est-ce que la titrisation?

La titrisation est un procédé qui groupe un grand nombre de prêts (immobiliers, auto, PME) qui sont au bilan d'une banque ou d'une autre institution financière (l'originateur), qui les vend à une entité nouvellement créée et juridiquement séparée (SPV). Cette entité finance l'achat de ces prêts en émettant des obligations aux investisseurs. Ces prêts génèrent des paiements (par exemple les mensualités sur prêts immobiliers résidentiels), qui sont utilisés pour rembourser les investisseurs. De cette manière, des prêts qui seraient non liquides peuvent être convertis en des actifs plus liquides et plus faciles à échanger.



Parce qu'une large quantité de prêts sont utilisés, l'analyse statistique permet de déterminer la probabilité de défaut de certains d'entre eux. Pour cette raison, les obligations peuvent être divisées en différentes tranches avec des degrés de risque variés. Les tranches les moins risquées peuvent permettre de lever des fonds à des conditions très attractives alors que les tranches les plus risquées ont un plus fort rendement pour les investisseurs.

Pourquoi c'est important

Alors que les activités de crédit des banques sont restreintes, la titrisation peut stimuler le crédit et la croissance. Par exemple, un constructeur automobile qui attend de nombreuses mensualités de clients qui ont contracté des prêts peut trouver des investisseurs pour financer son activité à moindre coût en leur vendant les créances sur ces paiements. Une banque qui reçoit des mensualités de prêts immobiliers peut grouper ces prêts et les vendre, ou les utiliser comme collatéral pour obtenir des fonds qu'elle peut à son tour prêter, émettant ainsi plus de prêts pour l'économie réelle. La titrisation est un outil de financement vital en Europe qui permet aux emprunteurs d'accéder aux marchés de capitaux.

A propos de l'AFME /

L'AFME est la voix des marchés financiers de gros en Europe. Nous représentons les principales banques mondiales et européennes ainsi que de nombreux autres acteurs importants des marchés de capitaux. Nous souhaitons promouvoir des marchés financiers stables, compétitifs et durables qui soutiennent la croissance économique et contribuent à la société.

La prospérité d'une économie moderne repose selon nous sur des marchés de capitaux liquides et un système bancaire efficace. Ensemble, ces deux éléments essentiels génèrent les investissements dans la croissance économique, permettent le transfert de l'épargne des ménages et des sociétés en surplus de moyens financiers aux entreprises et projets qui ont besoin de financement, et aident les chefs d'entreprise, les investisseurs et gérants de fonds à se protéger contre les risques et prévoir l'avenir.

Les activités de nos bureaux de Londres et Bruxelles sont les suivantes:

- Représenter les acteurs des marchés financiers en Europe et promouvoir leurs points de vue au niveau national, européen et mondial
- Établir un dialogue constructif avec les décideurs politiques et les régulateurs
- Proposer notre expertise en matière de réglementation et de produits financiers pour contribuer au développement d'un environnement réglementaire équilibré et stable
- Promouvoir la contribution du secteur financier à la société

Priorités

Les principales priorités de l'AFME, déterminées par son conseil d'administration, sont:

- Financer la croissance de l'économie réelle au travers de marchés de capitaux efficaces
- Réglementation prudentielle – contribuer à la mise en œuvre de Bâle III et CRD4
- Marchés de capitaux – être au cœur du débat sur les objectifs de la directive MIF II
- Marché global des devises – préconiser un cadre réglementaire global, cohérent et stable
- Fiscalité – examiner la proposition de taxation sur les transactions financières
- Titrisation – aider à restaurer la confiance et à redémarrer le marché
- Résolution – créer un cadre international robuste
- Union bancaire – soutenir les décideurs politiques de l'UE dans le développement du nouveau cadre

London Office

St Michael's House
1 George Yard
London EC3V 9DH
United Kingdom

Switchboard:
+44 (0)20 7743 9300

Brussels Office

Square de Meeûs 38-40
1000 Brussels
Belgium

Switchboard:
+32 (0)2 401 8724

Follow AFME on Twitter

@News_from_AFME

© Association for Financial Markets in Europe 2014

AFME Brussels Management Team

Gerry Cross

Managing Director, Advocacy
Head of Brussels Office
AFME
gerry.cross@afme.eu
+32 (0)2 401 8715

Stefano Mazzocchi

Director, Advocacy
Deputy Head of Brussels Office
AFME
stefano.mazzocchi@afme.eu
+32 (0)2 401 8716